



Les dangers de la future réforme de l'école et du lycée

Le ministre de l'Éducation Vincent Peillon prévoit une nouvelle loi au début de l'année 2013 avec application dès la rentrée 2013. Un rapport sur la « refondation de l'école » en donne le contenu. Il s'agira d'une étape de plus dans la casse de l'éducation. Petit aperçu des mesures envisagées :

Ce que Sarkozy a fait, le PS le poursuit

Les mobilisations lycéennes ont été nombreuses ces dernières années contre les réformes que Sarkozy qui visaient à rendre les cours différents entre les lycées, entre les filières voire entre les élèves d'une même classe. Et au final, le bac national est remis en cause puisqu'il n'est plus le même pour tous. Tout cela sous couvert de mieux accompagner les élèves... Un sacré mensonge de la part du gouvernement qui a supprimé des milliers de postes de profs.

Peillon et le gouvernement refusent de remettre en cause ces réformes. Les postes qui sont annoncés ne compensent pas les 80 000 suppressions des ces dernières années. La situation des lycées risque donc de ne pas s'améliorer. Pire, le rapport confirme toutes ces réformes dont le Socle commun de compétence créé par Fillon. Il est pourtant à la base d'un enseignement à deux vitesses.

Rythmes scolaires : des inégalités qui vont se développer

Le rapport prévoit l'augmentation de deux semaines de cours par an et la « récupération du mois de juin » en plaçant les conseils de classes fin juin. Mais quand est-ce que les épreuves terminales pourront être passées ? En juillet ? S'agit-il d'une diminution

déguisée des vacances scolaires ?

Le rapport préconise même que les rythmes scolaires puissent être différents en fonction des départements voire des communes ! Deux lycées d'une même ville pourraient donc avoir des rythmes totalement différents. Il s'agit bien d'éclater tout le cadre national de l'éducation, d'approfondir la concurrence entre établissements.

Vers la fin du service public national...

Avec ce rapport, l'éducation sera de moins en moins publique et de moins en moins nationale ! Peillon a déclaré qu'il fallait envisager le financement de l'Éducation nationale par des « fondations d'entreprises » ! Les patrons paieraient directement notre éducation pour mieux la soumettre à leurs intérêts. Rien d'étonnant à proposer en plus qu'ils intègrent les conseils d'administration des lycées professionnels et technologiques. D'ailleurs, le rapport propose d'adapter l'offre de formation des lycées pro aux besoins locaux des entreprises...

La gestion de la carte des formations serait transférée aux régions, ainsi qu'une part des services d'orientation des élèves. L'égalité d'accès et de qualité des enseignements ne serait plus garantie sur tout le territoire.

Ce rapport programme de nouvelles attaques contre notre éducation. Alors que notre avenir est déjà sombre à cause de la crise du capitalisme, il faut nous préparer à nous battre contre la soumission de l'éducation aux intérêts privés et la concurrence entre les lycées.

Préparons une mobilisation massive pour :

- **des enseignements et un BAC nationaux, de qualité**
- **le financement national et 100 % public de l'Éducation par l'État**

